
États financiers de BIXI Montréal

31 décembre 2019

Rapport de l'auditeur indépendant	1-2
État des résultats et de l'excédent accumulé	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7-14

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de
BIXI Montréal

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de BIXI Montréal (l'« Organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 23 avril 2020

¹ FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A115222

BIXI Montréal**État des résultats et de l'excédent accumulé**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Notes	Budget 2019	2019	2018
		\$	\$	\$
Revenus				
Location de vélos en libre-service – Abonnements et utilisations – Ville de Montréal	9	6 318 510	5 868 437	5 132 780
Gestion du système de vélos en libre-service – Ville de Montréal	9	4 143 528	3 495 137	2 926 000
Gestion du système de vélos en libre-service – Autres villes		111 272	135 087	74 643
		10 573 310	9 498 661	8 133 423
Commanditaires et espaces publicitaires	9 et 11	2 986 370	3 269 323	2 712 711
Services rendus		252 016	202 937	162 351
Intérêts		37 800	60 490	45 492
Autres		84 965	343 597	109 591
		13 934 461	13 375 008	11 163 568
Charges				
Gestion du système de vélos en libre-service		12 425 303	11 468 818	9 955 967
Gestion des commanditaires et des espaces publicitaires		1 160 085	1 111 529	819 388
Services rendus		95 775	131 043	66 976
Frais financiers		3 720	716	2 948
Autres charges		83 050	69 098	92 996
	8	13 767 933	12 781 204	10 938 275
Projets non budgétés				
Projet d'installation des 5 250 nouveaux guidons		—	—	96 801
Projet pilote vélo d'hiver		—	—	15 800
Projet pilote vélo électrique		—	—	159 496
Projet pilote vélo intelligent		—	—	15 274
		—	—	287 371
Excédent (déficit) de l'exercice				
		166 528	593 804	(62 078)
Excédent accumulé, au début				
		2 596 547	2 596 547	2 658 625
Excédent accumulé, à la fin				
		2 763 075	3 190 351	2 596 547

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIXI Montréal
État de la situation financière
au 31 décembre 2019

	Notes	2019	2018
		\$	\$
Actif			
Encaisse		1 215 097	2 795 790
Débiteurs	3	218 648	110 667
		1 433 745	2 906 457
Passif			
Créditeurs et charges à payer	4	537 894	631 766
Montants dus à la Ville de Montréal, sans intérêt ni modalités de remboursement		42 306	25 000
Abonnements perçus d'avance		525 436	625 475
Revenus reportés		—	1 440 200
		1 105 636	2 722 441
Actifs financiers nets		328 109	184 016
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	5	1 212 844	1 044 724
Stocks		1 439 291	1 227 274
Frais payés d'avance		210 107	140 533
		2 862 242	2 412 531
Excédent accumulé		3 190 351	2 596 547
Obligations contractuelles	6		
Droits contractuels	12		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil


_____, présidente


_____, trésorier

BIXI Montréal**État de la variation des actifs financiers nets**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Budget 2019	2019	2018
	\$	\$	\$
Excédent (déficit) de l'exercice	166 528	593 804	(62 078)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisitions	—	(579 006)	(724 110)
Amortissement	—	394 331	279 887
Produit de cession	—	139 670	—
Gain à la cession	—	(123 115)	—
	166 528	425 684	(506 301)
Variation des stocks	—	(212 017)	(374 769)
Variation des frais payés d'avance	—	(69 574)	55 709
Variation des actifs financiers nets	166 528	144 093	(825 361)
Actifs financiers nets, au début	184 016	184 016	1 009 377
Actifs financiers nets, à la fin	350 544	328 109	184 016

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIXI Montréal**État des flux de trésorerie**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	593 804	(62 078)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	394 331	279 887
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(123 115)	—
	865 020	217 809
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	(107 981)	5 646
Créditeurs et charges à payer	(93 872)	67 190
Montants dus à la Ville de Montréal	17 306	(23 690)
Abonnements perçus d'avance	(100 039)	40 597
Revenus reportés	(1 440 200)	1 415 200
Stocks	(212 017)	(374 769)
Frais payés d'avance	(69 574)	55 709
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(1 141 357)	1 403 692
Activités d'investissement en immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(579 006)	(724 110)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	139 670	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations corporelles	(439 336)	(724 110)
(Diminution) augmentation nette de l'encaisse	(1 580 693)	679 582
Encaisse au début	2 795 790	2 116 208
Encaisse à la fin	1 215 097	2 795 790

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Constitution, nature des activités et mission

Constitution

BIXI Montréal (l'« Organisme ») a été constitué par la Ville de Montréal en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec) le 6 mars 2014 et a débuté ses activités le 28 avril 2014. L'Organisme est pourvu des pouvoirs, droits et privilèges d'une personne morale à but non lucratif de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec), RLRQ, chapitre C-38.

L'Organisme est exonéré d'impôt sur le revenu des sociétés selon le paragraphe 149 (1)(c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et selon l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec*.

Nature des activités

L'Organisme gère le système de vélopartage sur le territoire de l'agglomération de Montréal et de ses environs afin de procurer au public un mode de transport urbain alternatif, complémentaire au réseau de transport en commun de la Ville de Montréal, permettant à ses usagers d'utiliser les vélos pour effectuer des déplacements de courte durée.

De plus, l'Organisme doit aussi encourager l'utilisation du vélo par le public montréalais comme moyen de transport urbain alternatif considérant son impact beaucoup moins néfaste sur l'environnement que celui des véhicules énergivores traditionnels.

Mission

Transformer l'expérience urbaine par une mobilité active, accessible, innovante et collaborative.

2. Méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des actifs, des passifs, des revenus, des charges, des engagements et des éventualités. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères ont un impact non significatif à la fin de l'exercice.

Revenus

Les revenus de location de vélos en libre-service (« BIXI ») sont constitués de divers abonnements (annuels, demi-saison et mensuels) et de diverses utilisations (72 heures, 24 heures et aller simple) du système BIXI, lesquels sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve évidente qu'une entente est intervenue, que les services ont été rendus, que le montant de la vente a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les montants encaissés pour lesquels l'Organisme n'a pas fourni les services sont comptabilisés au poste des abonnements perçus d'avance à l'état de la situation financière.

2. Méthodes comptables (suite)

Revenus (suite)

Les revenus de gestion du système BIXI sont comptabilisés lorsqu'il y a une entente signée, que les services ont été rendus, que le montant a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus provenant des commanditaires et des espaces publicitaires, des services rendus et des autres revenus sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve évidente qu'une entente est intervenue, que les services ont été rendus, que le montant de la vente a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

L'Organisme a conclu des ententes en vertu desquelles une partie des droits d'exclusivité de publicité est échangée contre des services tels que de la promotion, de la visibilité et des espaces publicitaires. L'Organisme enregistre ces éléments à la fois dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires et dans les frais de promotion et de publicité à leur juste valeur.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Conversion des devises

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont inclus dans l'excédent de l'exercice.

Régime de retraite simplifié

La charge de retraite de ce régime est constatée au moment où les cotisations sont dues.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

L'Organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

Chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'Organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

L'Organisme détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

Actifs non financiers

L'Organisme comptabilise les immobilisations corporelles, les stocks et les frais payés d'avance à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services au cours d'exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement des passifs, à moins d'être vendus.

2. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Matériel roulant	3 à 5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Mobilier et informatique	5 ans
Équipement de sécurité	5 ans
Matériel de production	3 ans
Équipements d'entrepôt	3 à 8 ans
Équipements de stations	5 ans
Vélos et équipements	5 ans
Vélos électriques	5 ans
Logiciel	5 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme à fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et de l'excédent accumulé et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks de fournitures et de pièces de rechange comprennent essentiellement des pièces utilisées pour l'entretien des bornes transactionnelles, des points d'ancrage et des vélos appartenant à la Ville de Montréal. Ils sont évalués au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur nette de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Toute pièce acquise par l'Organisme appartient à l'Organisme jusqu'à ce qu'elle soit incorporée dans un équipement appartenant à la Ville de Montréal.

3. Débiteurs

	2019	2018
	\$	\$
Comptes clients	91 862	104 323
Taxes à la consommation à recevoir	126 786	6 344
	218 648	110 667

4. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	\$	\$
Comptes fournisseurs	167 157	372 426
Frais courus	96 502	52 150
Salaires et avantages sociaux à payer	274 235	207 190
	537 894	631 766

5. Immobilisations corporelles

	Solde au 31 décembre 2018	Acquisitions/ augmentation	Cessions/ radiations	Solde au 31 décembre 2019
	\$	\$	\$	\$
Coût				
Matériel roulant	1 140 865	403 828	94 875	1 449 818
Améliorations locatives	215 585	51 040	—	266 625
Mobilier et informatique	138 537	51 245	—	189 782
Équipements de sécurité	8 082	—	—	8 082
Matériel de production	6 737	478	—	7 215
Équipements d'entrepôt	152 031	1 200	—	153 231
Équipements de stations	50 000	—	—	50 000
Vélos et équipements	114 543	11 215	19 102	106 656
Vélos électriques	—	60 000	—	60 000
Logiciel	79 155	—	—	79 155
	1 905 535	579 006	113 977	2 370 564

	Solde au 31 décembre 2018	Acquisitions/ augmentation	Cessions/ radiations	Solde au 31 décembre 2019
	\$	\$	\$	\$
Amortissement cumulé				
Matériel roulant	601 498	207 914	94 875	714 537
Améliorations locatives	90 374	45 598	—	135 972
Mobilier et informatique	49 850	49 695	—	99 545
Équipements de sécurité	6 330	1 616	—	7 946
Matériel de production	503	2 392	—	2 895
Équipements d'entrepôt	53 602	27 050	—	80 652
Équipements de stations	37 500	12 500	—	50 000
Vélos et équipements	13 547	27 735	2 547	38 735
Vélos électriques	—	4 000	—	4 000
Logiciel	7 607	15 831	—	23 438
	860 811	394 331	97 422	1 157 720
Valeur comptable nette	1 044 724	184 675	16 555	1 212 844

6. Obligations contractuelles

L'Organisme s'est engagé en vertu d'un contrat de location d'espaces de bureaux et d'entrepôt échéant en 2028, à verser une somme de 5 555 516 \$.

L'Organisme est actuellement en négociation pour le renouvellement du contrat de service pour une solution gérée et intégrée d'un système de gestion des transactions par cartes de crédit aux bornes de paiement et au site internet échu en décembre 2019.

7. Régime de retraite simplifié

Les employés permanents à temps plein bénéficient d'un régime de retraite simplifié enregistré d'épargne-retraite auquel l'Organisme contribue jusqu'à concurrence de 5 % du salaire de base brut selon les années de services rendus. Le coût de la participation à ce régime se limite à la contribution de l'Organisme. La charge relative au régime de retraite est de 79 842 \$ en 2019 (71 706 \$ en 2018).

8. Charges par objet

	2019	2018
	\$	\$
Rémunération et cotisations de l'employeur	4 909 996	4 278 352
Frais d'installation et d'entretien et de réparation – Stations et vélos	3 005 534	2 618 153
Frais de promotion et de publicité	1 229 020	1 220 658
Frais de cartes de crédit et de transaction	1 017 780	917 002
Loyers et frais d'exploitation des bâtiments	756 154	483 276
Honoraires pour services professionnels et techniques	573 348	655 069
Frais d'utilisation, de location et d'entretien et réparation – Véhicules de transport	417 827	357 504
Frais de communication et de transport	224 055	178 540
Frais d'assurance	135 156	101 585
Fournitures et autres biens non durables	48 189	39 676
Autres charges	69 098	92 996
	12 386 157	10 942 811
Amortissement des immobilisations corporelles	394 331	279 887
Frais financiers	716	2 948
	12 781 204	11 225 646

9. Opérations entre apparentés

L'Organisme est apparenté à l'ensemble des organismes municipaux contrôlés par la Ville de Montréal, directement ou indirectement.

En vertu d'une entente de gestion échéant le 31 décembre 2028, la Ville de Montréal met gratuitement à la disposition de l'Organisme les biens dont elle est propriétaire constituant la contribution en biens et services offerte par la Ville de Montréal :

9. Opérations entre apparentés (suite)

- Les équipements du système de vélos en opération incluant les vélos, les stations, les bornes transactionnelles et les équipements de support aux opérations ne sont pas comptabilisés dans les immobilisations corporelles. De plus, l'Organisme ne comptabilise pas de frais d'intérêts relatifs à une dette ou à un emprunt pour le financement de ces équipements.
- Les fournitures et pièces requises pour entretenir et réparer les vélos, les stations et les autres équipements sont fournies seulement jusqu'à l'épuisement de l'inventaire de la Ville de Montréal acquis en avril 2014. Ce dernier n'est pas comptabilisé dans le poste des stocks, ni aux résultats lors de son utilisation.
- Les droits d'utilisation de la propriété intellectuelle utilisée en lien avec la gestion du système, dont la marque BIXI, ne sont pas comptabilisés.

Contributions financières de la Ville de Montréal

En vertu de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Organisme, la Ville de Montréal octroie des honoraires totalisant 3 495 137 \$ (2 926 000 \$ en 2018) annuellement pour la gestion du système BIXI au sein du territoire de la Ville de Montréal regroupant 11 des 19 arrondissements ainsi que la Ville de Westmount.

En vertu de cette même entente la Ville de Montréal permet à l'Organisme de conserver l'ensemble des revenus générés par le système de location de vélos en libre-service regroupant les abonnements et les frais d'utilisations sous condition de transmettre un rapport détaillé des revenus dans les cinq jours ouvrables de chaque mois.

Occupation du domaine public sur le territoire de la Ville de Montréal

L'Organisme installe les équipements du système de vélos incluant les vélos, les stations, les bornes transactionnelles et les panneaux d'affichages dans les rues et les trottoirs de la Ville de Montréal. Celle-ci n'exige pas à l'Organisme un permis d'occupation du domaine public pour l'ensemble du système de vélos présent sur son territoire.

Entente avec la Société de transport de Montréal

L'entente signée par l'Organisme avec la Société de transport de Montréal (la « STM ») lui permet d'obtenir de la promotion et de la visibilité.

La valeur de ce partenariat qui s'établit à 89 250 \$ (80 685 \$ en 2018) est comptabilisée dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires ainsi que dans les frais de promotion et de publicité.

10. Instruments financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'Organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que l'Organisme ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. L'Organisme est exposé à ce risque au regard des créiteurs et charges à payer et des montants dus à la Ville de Montréal.

10. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité (suite)

L'Organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'Organisme est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2019. Tous les passifs financiers de l'Organisme ont une échéance inférieure à un an.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

L'Organisme est exposé à un risque de crédit à l'égard de ses comptes clients. L'Organisme évalue périodiquement les pertes probables sur ses comptes clients et constitue une provision pour créances douteuses selon les tendances historiques. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'Organisme au risque de crédit.

La direction de l'Organisme estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est adéquate à la date des états financiers. Aucun actif financier n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit. Aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2019 et 2018 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers de l'Organisme, totalisant respectivement 1 308 978 \$ et 580 200 \$ (2 900 113 \$ et 681 766 \$ au 31 décembre 2018), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

11. Opérations non monétaires – Échanges de services

Les échanges de services représentent des opérations non monétaires d'une valeur totale de 654 988 \$ en 2019 (685 875 \$ en 2018) comptabilisées à la fois dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires et dans les frais de promotion et de publicité.

12. Droits contractuels

En vertu de l'entente de gestion conclue avec la Ville de Montréal échéant en 2028, l'Organisme recevra des sommes totalisant 36 523 634 \$. Les encaissements minimaux au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	\$
2020	3 853 752
2021	4 156 936
2022	4 307 473
2023	4 347 779
2024	4 328 998
2025 et suivants	15 528 696

13. Dépendance économique

L'existence économique de l'Organisme est tributaire des revenus provenant de la Ville de Montréal.

14. Budget 2019

Les données du budget, présentées dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé et dans l'état de la variation des actifs financiers nets, ont été approuvées par le conseil d'administration de l'Organisme le 28 novembre 2018.

15. Événement postérieur à la date de clôture

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 13 avril 2020. Conformément aux mesures prescrites, l'Organisme va débiter ses activités le 15 avril 2020 comme à chaque année. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers et la situation de l'Organisme aux périodes futures.